



# Pour une Gauche Alternative

## la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

19 mars 2026 – N°14

*L'édito*

### **1er tour des municipales : quelques enseignements**

Il faudra attendre le second tour des municipales, ce 22 mars, pour mesurer ce que sera la configuration des collectivités locales pour les six ans à venir. Cependant quelques enseignements peuvent déjà être tirés de cette première journée électorale.

Le premier constat, c'est la baisse, encore une fois, de la participation. L'abstention atteint un niveau inédit pour ce type d'élection, en particulier dans les petites communes. La modification des règles électorales l'explique sans doute pour une part : fin du panachage et absence d'enjeux du fait que, dans nombre de ces communes, il n'y avait qu'une seule liste à se présenter. L'abstention croissante traduit aussi l'approfondissement de la crise de la représentation.

Deuxième constat, les choix des électeurs et électrices sont plus éparpillés que jamais avec une multitude de listes ayant atteint les 10 % de suffrages exprimés qui leur permettent de figurer au second tour. Les cas de triangulaires ou de quadrangulaires ne seront pas rares le 22 mars, y compris dans des villes moyennes ou petites.

Première bonne nouvelle, les situations – nombreuses – de division à gauche ne semblent pas avoir provoqué la catastrophe qu'on pouvait craindre. Les listes autour du PS ont maintenu leur score dans les villes de plus de 30 000 habitants. LFI, seule où alliée à d'autres forces, a globalement tiré son

épingle du jeu. Elle a même remporté quelques victoires, comme à Saint-Denis où elle s'est présentée avec le PCF et un collectif citoyen. La tentative de diabolisation des Insoumis n'a pas eu raison du désir d'union mais aussi de radicalité d'une partie de l'électorat populaire – c'est une deuxième bonne nouvelle. Il faudra voir de près le bilan à l'issue d'un 2ème tour où les configurations locales seront diverses : fusion de listes, retrait des minoritaires, maintien ?

A droite, l'implantation locale des néo-fascistes progresse encore, moindre que ce qu'on pouvait craindre dans les zones rurales. Cela reste inquiétant sans que ce soit pour autant un raz de marée, preuve que des résistances à la montée de l'extrême-droite peuvent se manifester dans les territoires.

Dernière leçon, et non des moindres, à tirer de ce premier tour de scrutin, ce sont les très bons résultats enregistrés par des listes citoyennes et participatives, au-delà des réalités diverses que peut recouvrir cette appellation. 126 d'entre elles ont été élues au 1er tour, principalement dans de petites ou très petites communes, selon le recensement qu'en a fait la coopérative Fréquence Commune. 171 autres seront présentes au second tour. Plus de 700 listes de ce type ont été déposées en 2026 contre un peu moins de 400 il y a 6 ans. Un phénomène intéressant à analyser sur la voie de l'alternative.

### **Programmation pluriannuelle de l'énergie, le retour du « en même temps »**

**A**vec près de 3 ans de retard, le gouvernement a adopté par un décret du 13 février la 3ème « programmation pluriannuelle de l'énergie ». Ce document, rendu public après maintes pressions des lobbies comme de la droite et de l'extrême-droite, est censé définir la stratégie énergétique de la France pour la période 2026-2035. Une stratégie pour laquelle, dans la tradition de la 5ème République, le pays a été privé d'un véritable débat citoyen sur les enjeux et les moyens d'y faire face.

Si l'objectif annoncé vise – très justement – à diminuer par 3 l'usage des énergies fossiles à l'horizon 2035, cette programmation confirme pour l'essentiel le choix de la fuite en avant nucléaire, au nom de la prétendue décarbonation de l'énergie. La production d'électricité nucléaire devrait passer de 320 à 380, voire 420 TWh d'ici 2030, soit une croissance de 19 à 31 % ! La progression attendue est censée reposer sur le dopage du parc existant et l'EPR de Flamanville – dont on connaît les déboires techniques et financiers. Pour la suite, ce seront les 6 EPR2 déjà programmés avant la commande annoncée de 8 réacteurs supplémentaires et ... la construction d'une nouvelle usine de « retraitement » des déchets nucléaires à La Hague !



Quant aux énergies renouvelables, si leur recours reste à l'ordre du jour, les objectifs de développement subissent un sérieux coup de rabot par rapport aux ambitions précédemment affichées, répondant ainsi en partie aux exigences de la droite et de l'extrême-droite. Pour le solaire, l'objectif de puissance installée serait ainsi réduit d'une fourchette de 65 à 90 GW à une fourchette de 55 à 80 Gw en 2035 (31 Gw aujourd'hui) ; pour l'éolien terrestre, ce serait une réduction de 40/45Gw à 35/40 Gw (24 Gw en 2025) ; pour l'éolien en mer, la réduction passerait de 18 à 15 Gw. Quant à l'hydrolien (utilisation des courants marins) il reste du domaine du quasi virtuel.

Surtout, la logique de cette programmation, c'est l'application de la politique de l'offre : accroître démesurément la production d'électricité pour pousser à la consommation, alors que cette dernière reste aujourd'hui inférieure à celle de ... 2011 ! Comment, derrière cette stratégie ne pas voir l'ambition macroniste de faire de la France un leader mondial des centres de stockage de données, particulièrement énergivores. Substituer l'électricité aux énergies fossiles sans poser les questions de ce qu'on produit, de pourquoi on produit et de comment on produit, c'est tout simplement poursuivre la logique du productivisme inhérent au capitalisme.

## Pour un front antifasciste de la base au sommet !

La mort de Quentin Deranque à Lyon le 14 février a été un moment de bascule politique. La provocation à laquelle s'est livrée la nébuleuse néo-fasciste ce jour-là a permis de consolider une union des droites avec le RN en pivot, des groupes ultras jusqu'à des pans entiers d'Horizons englobant Reconquête, l'UDR et la grande majorité des LR.

Cette bascule s'opère en effet lorsque les groupes d'extrême droite provocateurs et violents sont érigés en victimes, que toute la gauche est accusée de fascisme, lorsqu'une partie de la gauche est qualifiée « d'anti France », expression antisémite de la fin du 19ème siècle. Elle s'opère encore quand des locaux syndicaux, associatifs, politiques sont, en toute impunité, vandalisés, quand des militant-es sont agressé-es, des candidat-es menacé-es. Sur proposition du dirigeant de l'UDR, une minute de silence pour l'activiste néo-nazi a été observée à l'Assemblée Nationale. A la demande du ministère de l'Intérieur, contre l'avis de nombreux maires, les préfetures, dont celle de Lyon, ont autorisé partout en France des parades néo-fascistes alors que le même ministre a interdit plusieurs manifestations de solidarité avec la population palestinienne de Gaza victime de génocide. A l'Assemblée, en commission, la droite soutenue par l'extrême droite propose de créer des centres de retour hors Union Européenne pour les migrant-es refoulé-es des pays européens. Lors des Municipales, le rapprochement entre droite et extrême droite s'est accéléré partout.

Cette Union des droites correspond au projet des patrons réactionnaires Stérin/Bolloré/Arnault et autres : un État fort pour démanteler l'État de droit, tenir en lisière les contestations, poursuivre la politique du bouc émissaire via l'islamophobie et le rejet des migrant-es et s'intégrer sur le plan international à l'ordre mondial voulu par Trump et Poutine.

Il leur faut aller vite car la société résiste. On l'a vu dans les cortèges massifs et colorés du 8 mars (pour les droits des femmes) et du 14 mars



(contre le racisme et les violences policières). La progression du néofascisme n'est en rien une fatalité. La gauche citoyenne, syndicale, associative et politique s'est levée au printemps 2024 pour l'empêcher et le NFP est né. Elle a encore la puissance nécessaire pour mettre fin aux divisions mortifères. Elle peut être motrice pour créer un front antifasciste large, organisé à la base dans les quartiers, les villages, sur les lieux de travail et d'études, qui mette en place une autodéfense populaire de masse, inclusive comme celle des habitant-es des quartiers aux États Unis contre les exactions de l'ICE. Elle a la force pour pousser à la formation d'un bloc social et politique créant une alternative au néolibéralisme, au racisme, au néofascisme.

## SOULÈVEMENTS

**S**OULÈVEMENTS, le documentaire de Thomas Lacoste, reprend les trajectoires de 16 mouvements de résistance qui ont eu lieu en France depuis 2009 et la ZAD de Notre Dame des Landes. Tous ont en commun d'être intergénérationnels mais portés par la jeunesse qui lutte contre l'accaparement des terres et de l'eau, les ravages industriels, l'absence de démocratie. Certaines actions ont été victorieuses, et c'est le cas à Notre Dame des Landes ou La Clusaz, certaines sont encore en cours mais toutes ont en commun d'être des luttes concrètes sur un lieu donné mais qui mises bout à bout montrent qu'il y a possibilité d'être acteur de son avenir. Il y a bien sûr des militant-es politiques qui luttent avec ces jeunes mais au même niveau que chacun.e dans le groupe. Et puis, il y a des gens qu'on ne trouverait pas dans une lutte politique initiée par les partis de gauche et que nous pourrions appeler rapidement "une classe bourgeoise" qui au long de la lutte mesure qu'elle a les mêmes intérêts que ses protagonistes. C'est notamment évident dans le cas de La Clusaz où le niveau de vie médian est bien supérieur à la moyenne française. "Écoterroristes" disent « nos dirigeants » ! Mais la caractéristique de ces mouvements est celle d'une organisation collective, ancrée dans les territoires, qui expérimente d'autres manières de vivre, de lutter, de rassembler pour défendre le commun. Ce contre-récit invite les détracteurs à aller voir par eux-mêmes et surtout, donne envie de lutter. Et puis, ces 16 mouvements sont présentés sur leur lieu de vie et la nature environnante filmée par Thomas Lacoste vous invite également à vouloir la préserver. Lorsque vous sortez du cinéma, vous avez acquis l'idée, si ce n'était déjà fait, que ce ne sont peut-être pas les partis politiques tels qu'ils sont organisés qui sont l'avenir mais assurément cette jeunesse qui se bat pied à pied avec le principe que dans la lutte chacun.e compte pour un.e et que chaque idée doit être débattue. Bref, je ne dirai qu'un mot : courez voir ce film qui vous donnera "la pêche".



### Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous-tes. Chacun-e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

**Unitaires**, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

**Révolutionnaires**, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

**pour nous contacter : [ensemblegauchalternative@proton.me](mailto:ensemblegauchalternative@proton.me)**

## Suite au nouveau procès en appel du commissaire Souchi (25 février 2026 à Lyon) Trois questions à Geneviève Legay

Le 23 mars 2019, Geneviève Legay, présente pacifiquement pour le droit de manifester, était agressée brutalement à Nice par une charge policière. Cette agression a eu un grand retentissement et suscité une mobilisation importante dans laquelle ATTAC-France a joué un rôle majeur. Geneviève était alors porte-parole départementale d'ATTAC, partie prenante des Gilets Jaunes, engagée sur le plan féministe, écologiste et syndical, et militante d'Ensemble! Elle participe aujourd'hui au Réseau coopératif Gauche Alternative. Les séquelles de cette agression sont encore palpables sur le plan de sa santé.

### Dans quel contexte ce procès en appel a-t-il eu lieu ?

**GL :** après avoir été condamné à six mois de prison avec sursis pour « complicité de violence par personne dépositaire de l'autorité publique », au procès tenu en 2024, le commissaire Souchi avait fait appel. On s'est donc retrouvé au tribunal de Lyon le 25 février.

L'enjeu restait le même qu'en 2024 : surtout, ne pas faire de « l'affaire Legay » une question personnelle mais porter la parole de celles et de ceux qui ont été victimes de violences policières et qui n'ont pas pu obtenir un procès comme ce fut le cas pour moi. Il y a deux ans, la présence de bon nombre de Gilets Jaunes dans la salle du tribunal était significative de cet enjeu, de même que les nombreux soutiens associatifs, syndicaux et politiques.

### Que retiens-tu de ce procès ?

**GL :** curieusement, la cour d'appel s'est adressée à moi juste avant ce nouveau RV, pour me dire que ma présence n'était pas obligatoire ! Et j'ai bien senti en arrivant que je n'étais pas la bienvenue ! Ce procès a été un moment pénible. Souchi a eu un comportement infect, n'a exprimé aucun remords, aucun regret. Il a multiplié les mensonges, par exemple en inventant la présence de 200 personnes tout en noir, tapies dans l'ombre, au moment de l'agression, pour mieux la justifier. Il a aussi prétendu, par le biais de son avocat, ne m'avoir jamais vue aux manif du 1<sup>er</sup> mai ou des Gilets Jaunes, ou que j'aurais cherché à gagner de l'argent dans cette affaire... Un comble de sa part, lui qui, nommé par Estrosi chef adjoint de la police municipale de Nice, noté 7 sur 7, touche un salaire mensuel de 5900 euros brut !

Mais l'accueil à Lyon a été très chaleureux, comme en 2024, et la collecte a bien marché, témoignant d'une solidarité intacte.

L'avocate générale a requis la même condamnation, mais si celle-ci n'est pas inscrite au casier judiciaire de Souchi, elle ne s'y opposera pas. L'affaire a été mise en délibéré le 29 juin.

### Quelles perspectives, d'après toi ?

**GL :** en cas de condamnation confirmée, Souchi ira en cassation. Rien n'est donc réglé, la mobilisation continue. Encore une fois, au-delà de mon cas, il s'agira encore et toujours de mettre la lumière sur les agressions policières, la défense des droits, des libertés et de la démocratie. Vu le contexte actuel de menace néo-fasciste à Nice comme ailleurs, on a du pain sur la planche... Le combat continue !



## Ordre yankee, résistances multiples ?

Visiblement les USA ont choisi d'imposer par la force une organisation du monde centrée sur ses seuls intérêts immédiats et où la maîtrise des ressources pétrolières est essentielle. Vénézuéla, Groenland, Iran en témoignent. Cet ordre économique s'accompagne d'un « cordon de sécurité » appuyé surtout aujourd'hui sur Netanyahu et les fascistes israéliens ; Plutôt que de s'imposer directement, à la Pinochet, la méthode des républiques bananières laisse la place à un pragmatisme qui laisse en place des leurre locaux plus ou moins légitimes (Vénézuéla, Equateur, Taiwan,...). La doctrine Monroe trouve ici une actualisation qui rentre sans difficulté dans la stratégie du capitalisme mondialisé pour dépasser les effets les plus rudes de sa crise.



Pétrole d'un côté, fascisme de l'autre, les serres de la machoire impérialiste réduit la marge de manœuvre de Poutine, autre impérialisme, et contrecarre les plans chinois.

On est loin cependant d'un rouleau compresseur linéaire et imparable. En Chine, tout un réseau de petites raffineries assument (malgré les difficultés d'approvisionnement en Iran) une autonomie énergétique. De Cuba à Mexico, des résistances émergent ou persistent, tant sur le plan économique (échanges bilatéraux, coopératives, agriculture paysanne) que diplomatique et culturel. En Asie, même les régimes les plus libéraux (Japon, Thaïlande, Inde,...) se gardent d'un soutien trop marqué avec Trump et préservent des alliances régionales, notamment avec l'Australie et l'ASEAN). Ces résistances ne sauraient masquer ni la montée, là aussi, du néo

fascisme, ni l'effondrement des organisations « arabes » (OPEP, Ligue Arabe,...) tant leurs dirigeants étatiques sont préoccupés par leurs pouvoirs et leurs petits trafics d'influence.

Face à l'ordre yankee, nous n'avons rien à attendre de l'impérialisme russe ou des concurrences sino-indiennes. Un nouvel altermondialisme, ancré sur des actions concrètes et locales est plus que jamais à l'ordre du jour.

# Solidarité avec les peuples d'Iran en lutte contre la République islamique !

## Solidarité avec les peuples du Moyen Orient

### Halte aux bombardements d'Israël et des États-Unis !

La volonté des États-Unis de contrôler les ressources pétrolières du Moyen Orient et la volonté d'Israël d'éliminer toute autre force régionale au Moyen-Orient sont les premiers facteurs de guerre dans cette région du Monde. Les États-Unis et Israël n'ont que faire des droits des peuples, ils servent leurs intérêts géostratégiques en privant les peuples iraniens et la société iranienne de leur pouvoir de décision.

Cette agression contre l'Iran porte le risque d'un embrasement de tout le Moyen-Orient, alors que les Palestiniens subissent une agression effroyable, un génocide, de la part d'Israël avec le soutien des États-Unis, et qu'Israël bombarde le Liban et entame son invasion.

Alors que le premier ministre espagnol a très clairement dénoncé l'agression militaire états-unienne et israélienne comme étant une violation grave du droit international, faisant courir de grands risques à la paix mondiale, et a pris des mesures concrètes comme l'interdiction de l'utilisation des bases militaires sur le sol espagnol, Emmanuel Macron a choisi d'impliquer la France dans ce conflit, ceci sans débat préalable au Parlement. Il a déclaré : « Nous devons être aux côtés de nos amis et alliés et de la région. Il en va de la crédibilité de la France d'être ce partenaire de confiance qui honore ses engagements ». Comment imaginer qu'un pays puisse être tenu par ses engagements d'assistance, alors qu'il s'agit en réalité d'être complice d'un crime en train de se commettre ? Décidément, de Gaza à l'Iran, ce pouvoir se sera tenu aux côtés des oppresseurs contre les peuples, aux côtés des multinationales dont les intérêts sont importants au Moyen Orient, au détriment des intérêts de la population et du Monde. Les intérêts de TotalEnergie, des industries de l'armement ( l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Qatar sont de très gros clients), voilà la priorité de ce pouvoir. Quel désastre politique et moral !

**Les peuples d'Iran, dans leur diversité, doivent pouvoir choisir leur destin, trouver la voie vers une société démocratique, où l'ensemble de leurs droits fondamentaux sera respecté.**

## Initiative citoyenne européenne pour la suspension des accords entre Israël et l'UE : signer et faire signer

Face aux violations systématiques du droit international et des droits de l'homme, face au génocide à Gaza qui continue, une initiative citoyenne européenne (ICE) a été lancée dans le cadre de l'UE et a été enregistrée le 25 novembre dernier. En un an (14 janvier 2026 – 13 janvier 2027), elle doit recueillir, au moins, un million de signatures valides et des seuils minima dans au moins 7 pays pour être validée et, peut-être, examinée par les instances de l'UE.

Cette ICE a bien démarré : en 2 mois, 9 pays ont atteints leur seuil minimal : Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas et Suède, et d'autres s'en rapprochent. Plus de 554 000 signatures ont été recueillies dont plus de 251 000 en France. Mais déjà, on sent un ralentissement du nombre quotidien de signatures. Pour appuyer cette ICE, il est indispensable que le chiffre d'un million soit très largement dépassé. En France, il serait souhaitable d'arriver à 500 000 signatures de façon à compenser le très faible nombre de signatures en Europe centrale et balkanique (ainsi qu'en Autriche et en Allemagne) et de montrer l'importance de la question palestinienne pour l'opinion publique.

### Solidarité Palestine

Nous manifesterons dans toutes les régions françaises le 28 mars, à l'occasion de la Journée de la terre, pour la défense des droits du peuple palestinien sur la base du droit international.

- Auto-détermination du peuple palestinien qui doit être l'acteur de son propre destin et droit au retour des réfugiés palestiniens
  - Fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid
  - Sanctions contre Israël
  - Cessez-le-feu définitif et fin du génocide
- Justice pour la Palestine – stop génocide



Quelques dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières à Paris - comme dans de nombreuses autres villes - le 14 mars, à l'appel de la Marche des Solidarités

